

inacceptable pour certains membres du gouvernement – et pour le premier ministre lui-même – le Ministère et ses alliés se livrent à un combat d'arrière-garde pour limiter les dégâts. Par suite, il est décidé d'ordonner le retrait de la moitié des troupes stationnées en Europe.

Les conclusions de l'examen de la politique étrangère demandé par M. Trudeau sont consignées dans un coffret de six livrets colorés dont le titre est *Politique étrangère au service des Canadiens*. L'intérêt national du Canada y est primordial et la politique étrangère y est définie comme le « prolongement des politiques nationales à l'étranger » en matière de justice sociale, de croissance économique et de qualité de vie. Un livret de portée générale est accompagné d'études distinctes sur l'Europe, le Pacifique, l'Amérique latine, l'ONU et le développement international. Les critiques déplorent l'absence de livret sur le sujet le plus important : les relations du Canada avec les États-Unis. Parmi ces détracteurs, on compte M. Pearson lui-même, qui assiste avec stupéfaction à ce qu'il considère comme le remplacement d'un engagement international constructif par des intérêts nationaux étriqués.

Le Ministère perd aussi de son prestige dans le monde bureaucratique d'Ottawa. M. Trudeau met en œuvre un réseau complexe de comités du Cabinet, qui place la politique étrangère dans un contexte d'échanges interministériels beaucoup plus fréquents. La consultation interministérielle grimpe en flèche, surtout dans les secteurs comportant des aspects internationaux importants qui sont aussi déterminants sur le plan national, par exemple l'environnement. Le Ministère a du mal à s'adapter à cette façon de faire et irrite le premier ministre par sa lenteur et le manque de concision des documents qu'il lui fournit.

Au début, M. Trudeau suit beaucoup plus les conseils de politique étrangère de son adjoint législatif, Ivan Head, que ceux du Ministère. Ancien agent du service extérieur et universitaire respecté, M. Head accompagne M. Trudeau à l'étranger, lui fournit l'information nécessaire avant qu'il rencontre les dirigeants étrangers et participe avec lui à ces rencontres. M. Head est une source de conseils et de renseignements indépendante du Ministère et l'agent de M. Trudeau en dehors des voies diplomatiques normales. Il a des contacts avec les dirigeants étrangers et leurs conseillers principaux, comme Henry Kissinger aux États-Unis, conseiller du président Richard Nixon. M. Head tient le ministre au courant de ses activités, mais le Ministère le considère malgré tout comme une source concurrente de conseils dont on ne peut évaluer la qualité.

Ce qui est peut-être plus important encore, c'est que le gouvernement est déterminé à consolider le service extérieur. En 1969, le secrétaire adjoint du Cabinet, Michael Pitfield, met en place un groupe de travail pour intégrer les activités internationales à l'étranger. Cela entraîne la création du Comité interministériel des relations extérieures (CIRE), présidé par le sous-secrétaire, qui orchestre le processus d'intégration. Il est clair qu'aux yeux du gouvernement, la promotion du commerce doit être une activité prioritaire à l'étranger et que les agents du Service des délégués commerciaux, considéré pendant longtemps comme le parent pauvre du service extérieur, ont maintenant de bien meilleures chances d'être nommés chefs de mission.

Les services de soutien à l'étranger sont intégrés, mais c'est à peu près tout ce que le CIRE réussit à faire. Toute possibilité que le Ministère prenne en main la coordination de la politique étrangère est anéantie par les